



Etablissement Français du Sang

20 avenue du Stade de France 93218 La Plaine Saint Denis

**FOURNITURE, MISE EN PLACE ET MAINTIEN EN CONDITION
OPERATIONNELLE D'UNE SOLUTION DE COMMUNICATION
UNIFIÉE ET CENTRALISÉE POUR L'ÉTABLISSEMENT
FRANÇAIS DU SANG (EFS), FOURNITURE DE MATÉRIELS
ASSOCIÉS ET RÉALISATION DE PRESTATIONS ASSOCIÉES**

PROCEDURE AVEC NEGOCIATION

(articles L.2124-1, L.2124-3 code de la commande publique)

(articles R.2124-1, R.2124-3 3° et R.2124-3 4° code de la commande publique)

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
PHASE DE CANDIDATURE**

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES :

02/03/2026 A 12 :00 :00

(Heure de Paris)

IMPORTANT

Le dépôt dématérialisé des candidatures est imposé. Toutefois, la signature électronique des documents n'est pas requise au stade du dépôt de la candidature.

Les candidatures qui ne respectent pas la date et l'heure limite de réception des offres ne seront pas analysées.

Référence de la consultation / TBA : SC2420

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS PRINCIPALES SUR LA CONSULTATION	3
1.1. Identification du Pouvoir Adjudicateur	3
1.2. Objet de la consultation	3
1.3. Lieux d'exécution et de livraison	3
1.4. Nomenclature achat public – codes CPV	3
1.5. Mode de dévolution du marché public	4
1.6. Mode de passation du marché public	4
1.7. Forme du marché public	5
1.8. Durée du marché public et délais d'exécution	5
1.9. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) – Tranche(s)	5
1.10. Présentation des candidatures	6
1.11. Modalités d'analyse des candidatures	7
1.12. Modalités relatives aux suites de la procédure avec négociation (phase offre)	9
1.13. Documents à fournir par le soumissionnaire retenu	10
2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION	11
2.1. Contenu et modifications du dossier de consultation des entreprises – phase candidature	11
2.2. Renseignements complémentaires	12
2.3. Développement durable	12
3. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES GENERALES	12
3.1. Modalités essentielles de financement et de paiement	12
3.2. Conditions de remise des plis dématérialisés	12
3.3. Confidentialité du candidat	15
3.4. Confidentialité de l'EFS et respect du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)	15

1. INFORMATIONS PRINCIPALES SUR LA CONSULTATION

1.1. Identification du Pouvoir Adjudicateur

La présente consultation est passée par un pouvoir adjudicateur, en l'occurrence l'Etablissement Français du Sang (EFS), établissement public de l'Etat.

Il s'agit d'un marché public national piloté par le Siège national de l'EFS dans le cadre duquel seul le Siège émet des bons de commande. Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est le Président de l'Etablissement Français du Sang (EFS).

Nom du pouvoir adjudicateur	Adresse du pouvoir adjudicateur
Etablissement Français du Sang (EFS)	20 avenue du Stade de France 93 218 La Plaine Saint Denis Cedex

1.2. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la mise en place et le maintien en condition opérationnelle d'une solution de communication unifiée et centralisée par l'Etablissement Français du Sang (EFS), la fourniture de matériels associés et la réalisation de prestations de services associées.

1.3. Lieux d'exécution et de livraison

Etablissement	N° SIRET	Quadrigr.	Division
PACA-Corse	428 822 852 00136	PACC	11
Grand Est	428 822 852 02751	GEST	20
Nouvelle-Aquitaine	428 822 852 02900	NVAQ	13
Bourgogne - Franche Comté	428 822 852 00052	BFCT	15
Bretagne	428 822 852 00045	BRET	16
Centre – Pays de la Loire	428 822 852 02256	CPDL	23
Guadeloupe Guyane	428 822 852 02413	GUAD	25
Ile de France	428 822 852 01811	IDFR	19
La Réunion-Océan Indien	428 822 852 00185	LROI	28
Martinique	428 822 852 00177	MART	27
Hauts-de-France-Normandie	428 822 852 03031	HFNO	18
Occitanie	428 822 852 00151	OCPM	21
Auvergne Rhône Alpes	428 822 852 02884	AURA	24
Siège	428 822 852 02140	SSCX	10

1.4. Nomenclature achat public – codes CPV

Numéro code(s) CPV	Intitulé code(s) CPV
64215000	Services de téléphonie IP
72246000-1	Services de conseil en système informatique

1.5. Mode de dévolution du marché public

La présente consultation n'est pas allotie, compte tenu du fait est que les prestations ne sont pas divisibles, par application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique.

1.6. Mode de passation du marché public

1.6.1. Principe du recours à la procédure avec négociation

La présente consultation est soumise aux dispositions du Code de la commande publique, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 et institué par l'ordonnance n°1018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret pris pour son application n°2018-1075 du 03 décembre 2018.

Le présent marché public est passé selon une procédure formalisée.

Il est passé selon la procédure avec négociation, définie par les articles suivants :

- Articles L.2124-1 et L.2124-3 du Code de la commande publique pour la partie législative ;
- Articles R.2124-1, R.2124-3 3°, R.2124-3 4° et articles R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique pour la partie réglementaire.

Récapitulatif :

Typologie de procédure : procédure avec négociation	
Partie législative (code de la commande publique)	Partie réglementaire (code de la commande publique)
L.2124-1 et L.2124-3	R.2124-1, R.2124-3 3° et R.2124-3 4°

1.6.2. Justification(s) du recours à la procédure avec négociation

En effet, à titre principal, conformément aux exigences de l'article R.2124-3 4° du Code de la commande publique, le recours à la procédure avec négociation est possible « *lorsque le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent* ».

D'une part, le recours à la procédure avec négociation est justifié compte tenu de la nature du besoin à mettre en œuvre et de la complexité technique des prestations,

Par ailleurs, l'un des éléments structurants essentiel justifiant de la complexité des prestations est qu'il y a 13 régions + 1 siège, et que l'ensemble des communications doit être unifié.

Enfin, la particularité du métier de l'EFS, en situation de monopole sur la transfusion sanguine, rend particulier certains usages qui devront voir s'adapter la technologie concernée.

D'autre part, le recours à la procédure avec négociation est justifié, compte tenu des risques financiers afférents à l'exécution de ce marché public :

Par ailleurs, à titre accessoire, par application des exigences de l'article R.2124-3 3° du Code de la commande publique, le recours à la procédure avec négociation est possible lorsque « *le marché public comporte des prestations de conception* ».

Le présent marché public comporte plusieurs prestations de conception organisationnelles, et notamment :

En effet, de par l'organisation de l'Etablissement Français du Sang et de la complexité technique, il sera nécessaire de réaliser des prestations de conception(s) spécifique(s) en lien avec l'organisation générale de l'EFS, et pour répondre aux exigences de fonctionnement de l'Etablissement public.

1.7. Forme du marché public

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Les prestations relevant de chacune des parties contractantes sont indiquées au CCAP et au CCTP et leurs annexes.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 10 000 000 € HT (article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique).

Il est conclu sans montant minimum.

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

Récapitulatif :

**Technique d'achat public – accord cadre à bons de commande(s)
article L.2125-1 1° du code de la commande publique**

montant minimum : aucun

montant maximum : 10 000 000 euros HT

1.8. Durée du marché public et délais d'exécution

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée ferme de 24 mois, renouvelable une fois 24 mois puis deux fois 12 mois.

A l'issue de la période ferme, le marché public est reconductible, selon les dispositions du CCAP prévues à cet effet.

En tout état de cause, la durée de validité du marché public ne pourra pas excéder 72 mois à compter de sa notification au Titulaire.

1.9. Variantes – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) – Tranche(s)

1.9.1. Variantes

Conformément à l'article R.2151-8 du code de la commande publique : la proposition de variantes n'est pas autorisée dans le cadre de la présente consultation.

L'offre des candidats soumissionnaires doit scrupuleusement respecter le CCAP et le CCTP, sans exception(s) d'aucune(s) sorte(s).

1.9.2. Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne comporte aucune(s) prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s).

1.9.3. Tranche(s)

La présente consultation ne comporte pas de découpage en tranche(s).

1.10. Présentation des candidatures

Les pièces de la candidature doivent être rédigées en français, ou traduites en langue française si elles émanent d'une autorité ou d'une entité étrangère.

1.10.1. Forme des candidatures

Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R.2142-19 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée ni au stade la présentation de la candidature et/ou de l'offre ni au stade de l'attribution du marché.

Par ailleurs, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement dans le cadre du marché.

De plus, un même candidat ne peut agir à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni être membre de plusieurs groupements.

1.10.2. Modalités de remise des candidatures

Pour présenter ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, le candidat est invité à fournir ces renseignements au travers du formulaire type DC2. Ce dernier est dûment rempli par le candidat. Il est complété par un ou des documents relatifs aux moyens et références du candidat ainsi qu'un ou des documents relatifs aux attestations et certification de la capacité professionnelle.

Par attestations et certification de la capacité professionnelle, il faut comprendre, soit des certificats de qualifications professionnelles (identifications ou certificats délivrés par des organismes professionnels) soit des certificats de qualité (certificat attribué par un organisme certificateur ou attestant de l'existence d'un manuel de qualité et de procédures, Norme de la série NF-EN-ISO 9001, 9002, 9003 ou équivalent).

Le candidat peut, en lieu et place des documents DC1 et DC2, présenter sa candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), obligatoirement rédigé en français. Ce formulaire est à renseigner via l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer>

Dîtes le nous une fois !: Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Le candidat doit simplement indiquer le numéro d'affaire pour lequel il a soumissionné, le lot, le cas échéant, ainsi que les pièces administratives concernées.

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant, ce dernier doit fournir le DC4 <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Il doit par ailleurs

fournir les pièces relatives aux capacités économiques, financières, techniques et professionnelles ci-après.

Enfin, le soumissionnaire peut également fournir, dès sa candidature, l'ensemble des pièces demandées au présent Règlement de la Consultation. Ceci permettra à l'EFS d'accélérer la phase d'attribution du futur marché public.

1.10.3. Pièces de la candidature

Chaque candidat qu'il soumissionne seul ou en étant membre d'un groupement, doit produire les pièces suivantes :

Pour la candidature :

- 1- **Le formulaire type DC1**, dûment rempli. Le cas échéant, en cas de groupement, il sera fourni un DC1 unique pour tous les membres dudit groupement.
- 2- **Le formulaire DC2**, dûment rempli qui présentera :
 - **Concernant la capacité économique et financière** : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du présent marché, sur les trois derniers exercices disponibles/ pour la dernière année, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent.
 - **Concernant la capacité technique et professionnelle** : une présentation d'une liste des principales livraisons effectuées et/ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années/pour la dernière année (références professionnelles), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
 - Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra **fournir la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité ou devra prouver par tout moyen qu'il bénéficie d'un plan de redressement.**

3- Attestation sur l'honneur relative "aux sanctions russes"

1.11. Modalités d'analyse des candidatures

Conformément aux articles R.2142-15 à R.2142-18 du code de la commande publique, l'EFS sélectionne « *a minima* » trois (3) candidats et « au maximum » cinq (5) candidats (sous réserve d'un nombre suffisant de candidature(s) auxquels sera envoyée l'invitation à soumissionner, dans les conditions prévues au présent règlement de la consultation propre à la phase candidature.

1.11.1. Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen et à la sélection des candidatures, si l'EFS constate que des pièces visées à l'article susmentionné du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de

produire ou de compléter ces pièces dans un délai raisonnable laissé à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidatures sur la plateforme PLACE.

Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Les garanties professionnelles, techniques et financières des candidats soumissionnaires sont jugées suffisantes si elles satisfont aux niveaux de capacité(s) suivant(s) :

Nature de capacité(s)	Niveau(x) de capacité(s) exigé(s)
capacité financière	aucune(s)
capacité technique	aucune(s)
capacité humaine	aucune(s)
capacité professionnelle	certification du constructeur/éditeur

Les candidats en apportent la preuve par tout moyen, notamment par des attestations de clients précédents.

L'acheteur public accepte tout moyen de preuve équivalent.

Si la démarche visant à l'obtention de la certification du constructeur est en cours de création/renouvellement, le candidat pourra transmettre tout moyen de preuve à l'acheteur public visant à établir qu'il a initié le(s) démarche(s) en vue de créer ou renouveler la certification du constructeur/éditeur.

Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité sont éliminées et donc ne pourront en conséquence pas participer à la phase offre.

Les candidats sont classés et les candidats non-retenus pour participer à la phase offre seront informés, par application de l'article R.2181-4 du Code de la commande publique.

Les candidats sélectionnés pour participer à la phase offre, seront invités à soumissionner dans les conditions prévues au présent règlement de la consultation et le futur règlement de la consultation propre à la phase offre, portée à la connaissance des candidats sélectionnés pour cette seconde phase.

1.11.2. Jugement des candidatures

Sou réserve de satisfaire aux niveaux de capacités minimum requis et précités renseignés à l'article 1.11.1 du présent règlement de la consultation, les critères de sélection appliqués aux candidatures sont indiqués ci-après :

Critère n° 1 - Capacités professionnelles, techniques et humaines (80%) :

- Qualité et pertinence des références présentées par les candidats dans le domaine de la téléphonie fixe sur IP ; (Pondération 40 %)
- Les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; (Pondération 10 %)
- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ; (Pondération 10 %)
- Description de l'équipement technique et des ressources pour assurer le maintien en condition opérationnelle des équipements et solutions ; (Pondération 20 %)

Critère 2 – Capacités économiques et financières (20%) :

- Chiffres d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (Pondération 10 %)
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. (Pondération 10 %)

Les candidats sont classés en application des critères susvisés. Les meilleurs candidats seront invités à soumissionner dans les conditions fixées au présent règlement de la consultation.

Les candidats non retenus pour participer à la phase offre seront informés conformément à l'article R. 2181-4 du code de la commande publique.

1.12. Modalités relatives aux suites de la procédure avec négociation (phase offre)

1.12.1. Invitation des candidats sélectionnés et modalités de retrait du dossier de consultation (phase offre)

Conformément aux articles R. 2144-8 et R. 2144-9 du code de la commande publique, l'invitation à déposer une offre sera adressée aux candidats sélectionnés par voie électronique sur la plateforme PLACE.

Le dossier de consultation (phase offres) sera téléchargeable en se connectant sur le profil acheteur à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

L'invitation indiquera a minima :

- la référence de l'avis d'appel à la concurrence publié ;
- la référence de la consultation PLACE permettant d'accéder au dossier sur la plateforme
- la date limite de réception des offres ;
- l'adresse à laquelle les offres doivent être transmises ;
- la pondération ou la hiérarchisation des critères d'attribution du marché public ;
- les modalités de négociation en phase offre ;
- l'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation sont mis à la disposition des candidats et sur lequel les offres doivent être déposées.

Les modalités de retrait du dossier de consultation – phase offre sont identiques à celles définies dans le présent règlement de la consultation – phase candidature.

Le dossier de la consultation propre à la phase offre comprendra les pièces supplémentaires suivantes :

- l'Acte d'Engagement et son annexe financière le bordereau des prix (BPU et DQE) ;
- le Règlement de la Consultation (RC) propre à la phase offre
- le cadre de réponse technique
- les annexes n°2 et n°4 au CCTP « *inventaire détaillé* » et « *inventaire des systèmes existants* » qui seront communiquées aux candidats admissibles en phase offre, pour cause de raison(s) de sécurité.

1.12.2. Critères et jugement des offres (phase offre)

Les pièces relatives à l'offre proprement dite, les modalités d'analyse des offres et enfin les critères de sélection des offres seront communiqués en phase offre aux candidats admissibles

pour participer à cette phase. Ces éléments seront renseignés sur le règlement de la consultation propre à la phase offre.

1.12.3. Négociation(s)

Les modalités de négociations avec les candidats admissibles en phase offre seront explicitées dans le règlement de la consultation propre à la phase offre.

1.12.4. Calendrier prévisionnel de la procédure de consultation (non contractualisé)

ETAPE(S) CALENDRIER	DATE(S) CALENDRIER
Sélection des candidats	Mars 2026
Publication DCE phase offre	Avril 2026
Remise des offres initiales	Avril 2026
Phase échanges/négociations	Mai/Juin 2026
Remise des offres finales	Juin 2026
Attribution du marché public	Septembre 2026

1.13. Documents à fournir par le soumissionnaire retenu

1.13.1. Attestations fiscales et sociales

Si le candidat est établi en France, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents ou informations suivants datant de moins de moins de 6 mois :

- Un numéro unique d'identification (SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations relatives à l'immatriculation de l'entreprise au RCS ou au répertoire des métiers via le site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Si le candidat est établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

1.13.2. Les certificats délivrés par les administrations et services compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations sociales et fiscales

L'attributaire doit fournir les documents, datant de moins de six (6) mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès de l'Urssaf et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public (la situation de l'entreprise est appréciée au dernier jour du mois qui précède la demande de l'EFS).

Pour respecter cette obligation, l'attributaire doit fournir :

- une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'Urssaf
- une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) et qui peut être obtenue :

- en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA,
- auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur, etc.)

Pour les candidats établis dans un autre Etat, il s'agit des attestations délivrées par les autorités compétentes du pays, et accompagnée d'une traduction en français.

Le défaut de réception de ces pièces et certificats, par l'EFS, dans le délai imparti, entraîne le rejet de l'offre du candidat. L'EFS présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres établi après application des critères de choix des offres.

1.13.3. La liste des salariés étrangers qu'emploie le candidat et soumis à autorisation de travail en vertu de l'article D. 8254-2 du code du travail ou, si le candidat est établi à l'étranger, de l'article D. 8254-3 du code du travail.

L'attributaire doit également fournir une liste nominative des travailleurs étrangers, précisant la nationalité, la date d'embauche, le type et le numéro de l'autorisation de travail.

2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA CONSULTATION

2.1. Contenu et modifications du dossier de consultation des entreprises – phase candidature

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) relatif à la phase candidature comporte les pièces explicitées ci-dessous :

Phase concernée	Nature de la pièce	Intitulé de la pièce	Abréviation de la pièce
Phase Candidature	Pièce administrative	Règlement de la consultation propre à la phase candidature	RC
	Pièces administratives	Les formulaires DC1 et DC2	
	Pièce administrative	L'attestation sur l'honneur relative aux sanctions russes	
	Pièces administratives	Cahier des clauses administratives particulières et ses deux annexes : annexe n°1 : traitement/ protection des données personnelles et cadre de réponse (RGPD) annexe n°2 : identification des connaissances antérieures	CCAP
	Pièces techniques	Cahier des clauses techniques particulières et ses quatre annexes : annexe n°1 : comitologie annexe n°3 : matrice de conformité SSI	CCTP

Aucun autre élément du dossier de la consultation ne sera transmis sous format papier ou sur support électronique.

L'EFS se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir émettre aucune réclamation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats sont donc invités à s'identifier lors du retrait du dossier de consultation afin qu'ils puissent être informés des modifications apportées au dossier de consultation.

2.2. Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignement complémentaire doivent être adressées par voie électronique, au plus tard 10 jours francs avant la date limite de remise des candidatures, sur la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et à la rubrique correspondant à la consultation.

Le candidat devra joindre un fichier, à l'appui de sa demande, si celle-ci dépasse les 250 caractères, limite de l'espace de saisie de la plateforme.

Les réponses aux renseignements complémentaires seront communiquées par l'EFS, au plus tard 6 jours francs avant la date limite de remise des candidatures.

2.3. Développement durable

Les candidats sont informés que l'EFS est engagé dans une politique Responsable, Sociale et Environnementale. Dans ce cadre, la présente consultation comporte un critère de sélection des offres et des conditions d'exécution de Développement Durable, sur la partie environnementale.

3. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

3.1. Modalités essentielles de financement et de paiement

Le mode de règlement du marché choisi par l'EFS est le virement. Les offres seront établies en euros.

Le délai global de paiement est de 60 jours maximum pour l'EFS, conformément aux règles de la comptabilité publique et aux dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue dans les pièces du marché, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le marché public est financé par les fonds propres de l'EFS.

3.2. Conditions de remise des plis dématérialisés

Conformément à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, **les plis doivent obligatoirement être remis par voie dématérialisée**, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

3.2.1. Configuration des postes et prérequis techniques

La remise d'une réponse électronique nécessite une configuration spécifique du poste de travail. Les candidats sont invités à vérifier les prérequis techniques en réalisant un « test de configuration du poste de travail » disponible sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.DiagnosticPoste>

En cas d'utilisation d'un système anti spam, les candidats doivent désactiver ce système ou intégrer l'adresse « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » dans les listes blanches de leur outil anti-spam.

3.2.2. Signature électronique

La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt de la candidature dans le cadre de cette consultation.

Toutefois, les candidats qui souhaitent signer leur candidature dès son dépôt, suivent les instructions ci-après.

La signature électronique doit alors être effectuée conformément aux conditions indiquées dans l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (annexe 15 au code de la commande publique).

Le candidat utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la **PLACE**, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000026106275>).

La signature électronique doit être apposée sur chaque document demandé pris individuellement et non sur l'enveloppe ou le dossier qui les contient.

Dans le cas de candidatures groupées conformément à l'article R.2142-23 du code de la commande publique, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement.

3.2.3. Précisions relatives aux documents électroniques remis

Les fichiers des candidats devront, sous peine d'irrecevabilité, être transmis dans des formats largement disponibles (.zip; Word, Excel, PowerPoint, Access (Pack Microsoft) PDF Acrobat ...). En outre, il n'est pas recommandé aux candidats d'utiliser des fichiers au format « .exe ».

Les candidats sont invités à limiter le poids informatique des pièces transmises (150 Mo), et notamment les certificats de capacité ou le cadre de réponse de candidature. Il est également fortement recommandé de :

- **Dissocier les fiches techniques du mémoire technique ;**
- **Eviter des intitulés trop longs ;**
- **Démultiplier les dossiers et sous dossiers ;**

Les deux derniers points sont importants pour éviter tout « bug » informatique potentiel.

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

- **Fichier avec les pièces administratives**
- N° de la consultation _CAND_DC1
- N° de la consultation _CAND_DC2
- N° de la consultation _CAND_SITU_JURI
- N° de la consultation _CAND_CAPA_ECO_FINAN
- N° de la consultation _CAND_CAPA_TECH_PRO_HUM
- N° de la consultation _ATTEST_FISC_SOC_ASS_AUTRES

3.2.4. Assistance au dépôt électronique

Les candidats peuvent consulter la rubrique **Aide** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le guide d'utilisation de la plateforme est disponible sur cet onglet.

En outre, en cas de question ou difficulté particulière rencontrée sur la plateforme, la création d'une demande d'assistance en ligne est un prérequis obligatoire pour contacter le support téléphonique. Un message de confirmation vous sera transmis alors avec la référence de la demande d'assistance, ainsi que le numéro de téléphone du support.

3.2.5. Modalités de dépôt des plis

La transmission des plis par voie électronique se fait uniquement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à se préparer au dépôt des plis en réalisant au préalable une consultation de test sur la plateforme PLACE.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&orgTest>

Ils doivent également anticiper leur dépôt dans la mesure où la date limite de remise des candidatures s'apprécie à la date de fin de transmission du dernier fichier.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

En cas d'envois successifs, seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.

De ce fait, si le marché public est alloti, les lots doivent être déposés simultanément.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

3.2.6. Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent, dans les délais impartis, adresser à l'EFS une copie de sauvegarde des documents de leur candidature.

Dans ce cas, les soumissionnaires peuvent envoyer leur copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier dans les conditions suivantes :

- 1) Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde, ne pas ouvrir par le service courrier » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.
- 2) La copie de sauvegarde doit être adressée, soit par courrier recommandé avec accusé de réception, soit avec remise contre récépissé à l'adresse du pouvoir adjudicateur mentionnée à l'article 1.1 du présent RC en indiquant le service concerné.

Depuis le 1er janvier 2023, les soumissionnaires ont également la possibilité d'envoyer la copie de sauvegarde par voie dématérialisée via PLACE ou tout outil répondant aux critères réglementaires des communications électroniques. L'outil utilisé doit dans tous les cas garantir l'intégrité des données ainsi que leur horodatage. L'outil doit également offrir une fonctionnalité de gestion des droits en fonction du stade d'avancement de la procédure, afin de ne permettre l'accès aux documents qu'aux personnes autorisées (arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique).

NB : L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent nous préciser les conditions d'accès à cet outil de transmission de la copie de sauvegarde s'il diffère de PLACE.

En tout état de cause, la copie de sauvegarde est ouverte uniquement dans les cas exposés à l'article 2 II de l'annexe 6 du code de la commande publique fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

3.3. Confidentialité du candidat

Les informations, mises à la disposition des candidats, par l'EFS, au cours de la consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, ont un caractère confidentiel. Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers sans préjudice du droit au recours effectif des candidats et de la production en justice des dites informations, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit.

3.4. Confidentialité de l'EFS et respect du Règlement Général sur la Protection des données (RGPD)

Le caractère confidentiel des informations transmises à l'EFS par les candidats à la présente consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera strictement préservé. Seules les personnes de l'EFS habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure de marché public en cours en auront connaissance. L'EFS s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse de la candidature et de l'offre soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sauf pour satisfaire l'obligation d'information posée par les articles R.2181-1 et suivants qui s'exerce conformément aux modalités rappelées par l'article L.2132-1 du code de la commande publique.

Il est toutefois précisé que, en ce qui concerne le marché public qui sera signé, celui-ci et les pièces s'y rapportant deviendront des documents administratifs communicables sur le fondement du code des relations entre le public et l'administration, le droit de communication des tiers s'exerçant cependant dans le respect du secret des affaires conformément au code précité.

Les données à caractère personnel des candidats et des soumissionnaires font l'objet de traitements par l'EFS, en tant que responsable de traitement, et dont le siège se situe 20 avenue du Stade France, 93218 La Plaine Saint-Denis Cedex. Ces traitements sont destinés à permettre l'analyse des candidatures et des offres, ainsi que le contact des candidats pendant la passation du marché public.

Les données personnelles sont conservées pendant une durée maximale de dix ans à compter de la signature du marché public. Seules les personnes autorisées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ont accès aux données collectées.

Conformément aux lois et règlements en vigueur en matière de protection des données, et à condition de justifier de leur identité, les candidats et les soumissionnaires bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, ainsi que du droit à la portabilité de leurs données. Enfin, les candidats et les soumissionnaires disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Ils peuvent exercer leurs droits auprès de l'EFS en s'adressant à stde.marches.publics@efs.sante.fr

L'EFS a désigné un délégué à la protection des données ou DPO - que les candidats et les soumissionnaires peuvent contacter en envoyant un message à l'adresse suivante : efs.dpo@efs.sante.fr

Si l'EFS est dans l'impossibilité de faire droit à leur demande, il motivera sa décision et les informera dans les meilleurs délais.